



MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**REALISATION D'UNE ETUDE DE FAISABILITE POUR LA  
RENOVATION ET LE REAMENAGEMENT DU MUSEE  
NATIONAL DE CERAMIQUE DE SEVRES**

NUMERO : 2025-MAPA-10

\* \* \*

**Règlement de la Consultation  
(R.C.)**

**\* \* DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES PLIS :  
15 JUILLET 2025 A 12 HEURES**

**RÉPONSE ÉLECTRONIQUE OBLIGATOIRE**



## Table des matières

ARTICLE 1 <sup>er</sup> - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
1.1 Identification du pouvoir adjudicateur.....	3
1.2 Présentation de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national .....	3
1.3. Objet du marché.....	3
1.4. Allotissement .....	4
1.5. Forme du marché .....	4
1.6. Durée du marché – Reconduction(s) – Délai(s) d'exécution.....	4
1.7. Nomenclature communautaire (CPV).....	4
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
2.1. Procédure de passation.....	4
2.2. Variantes .....	5
2.3. Prestations supplémentaires éventuelles .....	5
2.4. Délai de validité des offres .....	5
2.5. Visite sur site .....	5
2.6. Forme juridique en cas de groupement.....	6
2.7. Accès des candidats à la consultation .....	7
2.8. Conditions particulières d'exécution .....	7
ARTICLE 3 - CONTENU ET MODALITÉS DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES .....	7
3.1. Contenu du dossier de consultation des entreprises.....	7
3.2. Modalités de retrait du dossier de consultation des entreprises .....	8
3.3. Modification du dossier de consultation des entreprises .....	9
3.4 Renseignements complémentaires.....	9
ARTICLE 4 - CONTENU DES PLIS.....	9
4.1. Pièces relatives à la candidature .....	9
4.2. Pièces relatives à l'offre.....	10
ARTICLE 5 - APPRÉCIATION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES .....	11
5.1. Appréciation des candidatures .....	11
5.2. Jugement des offres .....	11
ARTICLE 6 – ATTRIBUTION DU MARCHÉ .....	13
6.1. Vérification de la situation de l'attributaire .....	13
6.2. Mise au point .....	14
6.3. Signature électronique des documents.....	14
6.4. Notification de la décision .....	14
ARTICLE 7 - CONDITIONS DE REMISE DES PLIS .....	14
7.1. Conditions de la dématérialisation.....	15
ARTICLE 8– TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES .....	15
Article 9 : Procédures de recours .....	16
9.1 Instance chargée des procédures de recours.....	16
9.2 Organe chargé des procédures de médiation.....	16
9.3 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours .....	16



## **ARTICLE 1<sup>er</sup> - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1.1 Identification du pouvoir adjudicateur**

Le présent marché est porté par et pour l'établissement public Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay, désigné ci-après par « Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national », « l'acheteur », ou « le pouvoir adjudicateur ».

N° de SIRET : 939106274 00011

### **1.2 Présentation de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national**

Issues de la réunion du Mobilier national et de la Cité de la céramique - Sèvres & Limoges, les Manufactures nationales ont été créées le 1er janvier 2025 pour promouvoir l'excellence des savoir-faire français et mettre en valeur la richesse de ce patrimoine matériel et immatériel avec plus de 53 métiers d'art exercés au sein de ses manufactures et ateliers.

Unique au monde, ce nouveau pôle public dédié aux arts décoratifs, aux métiers d'art et au design marie patrimoine et création pour jouer un rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie nationale en faveur des métiers d'art.

Son action porte autour de 6 axes prioritaires : la formation ; la recherche ; la création ; le soutien à l'écosystème fragile des métiers d'art ; la valorisation du patrimoine ; le rayonnement international des savoir-faire.

Héritier de quatre siècles d'histoire, il est constitué de : 2 musées (le musée national de céramique à Sèvres ; le musée national Adrien Dubouché à Limoges), 9 manufactures et ateliers de création (dont la manufacture nationale de Sèvres, la manufacture de tapisserie des Gobelins ; la manufacture de tapisserie de Beauvais ; la manufacture de tapis de Savonnerie ; les ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay ; l'atelier de recherche et de création en mobilier contemporain), 7 ateliers de restauration et une mission de l'ameublement.

Résolument tourné vers les territoires, ce pôle public est implanté dans 8 départements : à Paris, dans les Hauts-de-Seine (Sèvres), dans l'Hérault (Lodève), dans la Creuse (Aubusson), dans l'Orne (Alençon), en Haute-Loire (Puy-en-Velay), en Haute-Vienne (Limoges) et dans l'Oise (Beauvais).

### **1.3. Objet du marché**

**Le présent marché a pour objet la réalisation d'une étude de faisabilité pour la rénovation et le réaménagement du musée national de Céramique de Sèvres.**

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), joint au dossier de consultation des entreprises, décrit les prestations à réaliser, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre.

Lieu d'exécution : Sèvres (92310)



#### **1.4. Allotissement**

Le présent marché n'est pas alloti **car il ne permet pas l'identification de prestations distinctes.**

#### **1.5. Forme du marché**

Le présent marché est passé sous la forme d'un marché ordinaire, selon une procédure adaptée en application de l'article L.2123-1 1° du code de la commande publique.

#### **1.6. Durée du marché – Reconduction(s) – Délai(s) d'exécution**

Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Il est conclu pour la durée nécessaire à l'exécution complète de la prestation (estimation 6 mois).

La mission se déroulera en deux phases (calendrier prévisionnel) :

- Phase 1 – Diagnostic et bilan de l'existant : 2 mois avec une réunion de mi-parcours ;
- Validation du diagnostic par le maître d'ouvrage et réalisation des éventuels diagnostics complémentaires : 1,5 mois
- Phase 2 – Rédaction de l'étude de faisabilité intégrant les résultats des diagnostics complémentaires : 1,5 mois, avec une réunion de mi-parcours ;
- Validation de l'étude de faisabilité par le maître d'ouvrage : 1 mois.

Le présent marché ne sera pas reconduit.

#### **1.7. Nomenclature communautaire (CPV)**

71241000-9 : études de faisabilité, service de conseil, analyse.

## **ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

#### **2.1. Procédure de passation**

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée selon l'article L2123-1 1° du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur éliminera les offres inappropriées et décidera d'engager ou non les négociations, le pouvoir adjudicateur pouvant en toute hypothèse décider d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation. Dans l'affirmative, il décidera s'il admet ou non à la négociation les candidats ayant remis des offres irrégulières ou inacceptables, dans le respect du principe d'égalité de traitement entre les candidats.

La négociation peut porter sur l'ensemble des éléments techniques et financiers de l'offre des candidats admis à négocier.



Dans le respect de l'égalité de traitement des candidats, la négociation sera réalisée par échanges écrits (courrier électronique via le profil d'acheteur) et/ou en réunions de négociation dans les locaux du pouvoir adjudicateur ou par visioconférence, chaque réunion faisant l'objet d'un compte-rendu. Les candidats devront répondre aux négociations dans les conditions de forme et de délais qui seront précisées par le pouvoir adjudicateur.

Toute évolution technique ou financière d'une offre intervenant en cours de négociation a une valeur contractuelle. A l'issue de la négociation, toute modification financière d'une offre sera formalisée par la rédaction d'un nouvel acte d'engagement.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur aura admis à la négociation les offres irrégulières ou inacceptables, il devra, à l'issue des négociations, rejeter, sans les classer, les offres qui demeurerait irrégulières ou inacceptables. Le pouvoir adjudicateur pourra cependant autoriser les candidats concernés à régulariser les offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

À l'issue de ces négociations, il retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres définis dans le présent règlement de la consultation.

## **2.2. Variantes**

### **2.2.1 Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur**

Sans objet.

### **2.2.2 Variantes à l'initiative des soumissionnaires**

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter des variantes à leur initiative.

## **2.3. Prestations supplémentaires éventuelles**

Le présent marché ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles.

## **2.4. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres, ou de la date de remise des offres négociées le cas échéant.

## **2.5. Visite sur site**

Afin de prendre connaissance des contraintes relatives à l'exécution des prestations, les candidats qui souhaitent soumissionner doivent obligatoirement visiter le lieu d'exécution des prestations.

Les candidats disposeront de 1h30 au maximum pour effectuer la visite.

Un certificat de visite sera obligatoirement signé en double exemplaire par le représentant du pouvoir adjudicateur chargé de faire la visite et le candidat. Le certificat de visite sera impérativement à joindre dans l'offre du candidat.



L'offre d'un candidat n'ayant pas procédé à la visite préalable obligatoire sera éliminée.

La personne présente à la visite doit être soit le candidat qui se présente seul, soit au moins un des membres du groupement dans le cas où les entreprises se présentent en groupement.

Les visites à l'improviste ne sont pas autorisées et elles sont individuelles.

Afin de s'inscrire à la visite, les candidats contacteront le site de la Cité de la céramique de Sèvres par mail, à l'adresse suivante, **au plus tard 48h avant la date de visite :** [demande.intervention@sevresciteceramique.fr](mailto:demande.intervention@sevresciteceramique.fr)

Quatre (4) visites sont prévus, aux dates et créneaux suivants :

- **Jeudi 19/06 à 15h ;**
- **Mercredi 25/06 à 9h30 ;**
- **Lundi 07/07 à 15h ;**
- **Mercredi 09/07 à 9h30.**

Durant la visite, les candidats veilleront à respecter les modalités suivantes :

- Absence de signe distinctif de l'identité de l'entreprise candidate, sur les véhicules, et sur les visiteurs ;
- Les échanges entre le ou les représentants des candidats, et le ou les représentants de l'acheteur, seront limités à la seule prise de connaissance du site. Aucune question ne sera autorisée pendant la visite ;
- Les éventuelles questions que pourraient susciter la visite et les réponses qui y seront apportées par l'acheteur devront suivre la procédure prévue à l'article 3.4 du présent règlement de consultation.

Les candidats ne pourront élever aucune réclamation ni former aucune demande d'indemnisation ultérieure sur une méconnaissance alléguée des lieux et des contraintes techniques que les prestations comportent.

## **2.6. Forme juridique en cas de groupement**

**En cas de constitution d'un groupement, il ne sera exigé aucune forme particulière au groupement attributaire. Cependant, dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire des autres membres du groupement.**

**Le pouvoir adjudicateur n'exige pas que certaines tâches soient effectuées par l'un des membres du groupement.**

De plus, conformément à l'article R.2142-21 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter plusieurs candidatures pour ce marché en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membres d'un ou plusieurs groupements.



## **2.7. Accès des candidats à la consultation**

Le pouvoir adjudicateur ne retient que les interdictions de soumissionner obligatoires et générales prévues aux articles L.2141-1 et suivants du code de la commande publique. Lorsqu'un soumissionnaire est en situation d'interdiction obligatoire de soumissionner, il est exclu de la procédure.

Ne peuvent notamment pas candidater à un marché public :

- les personnes qui ont fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive prévue à l'article 225-1 du code pénal. Cette infraction est constituée par toute discrimination, c'est à dire toute distinction opérée entre les personnes physiques ou entre les personnes morales ;
- les personnes qui ont fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L.1146-1 du code du travail.

## **2.8. Conditions particulières d'exécution**

Cette consultation ne comporte pas de conditions particulières d'exécution visées par l'article L.2112-2 du code de la commande publique. Par ailleurs, aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles R.2113-7 et R.2113-8 du code de la commande publique.

# **ARTICLE 3 - CONTENU ET MODALITÉS DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

## **3.1. Contenu du dossier de consultation des entreprises**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) comprend les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de Consultation (RC) ;
- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes
  - o Annexe n°1 : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
  - o Annexe n°2 : La (les) déclaration(s) de sous-traitance et agrément de conditions de paiement – DC4 (le cas échéant) – à télécharger sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes
  - o Annexe 1 - Plaquette de présentation rénovation du musée de céramique ;
  - o Annexe 2 – Liste des besoins fonctionnels ;
  - o Annexe 3 - Etude Da&Du ;
  - o Annexe 4 - Audit du clos et couvert du musée réalisé par l'ACMH territorialement compétent (la version mise à jour en 2025 sera transmise au titulaire) ;



- o Annexe 5 - Projet scientifique et culturel du musée national de Céramique et sa mise à jour de 2021-2024 ;
  - o Annexe 6 - Diagnostic technique amiante du bâtiment ;
  - o Annexe 7 - Plans des locaux au format dwg
- Le cadre de réponse technique (CRT)
- Le règlement intérieur de l'Établissement public Cité de la céramique-Sèvres, uniquement en ce qui concerne l'accès au site et les règles générales de vie sur le site.

Les candidats n'ont pas la possibilité d'apporter de modifications au DCE.

Lors de leur étude, les candidats se doivent de signaler au pouvoir adjudicateur toute erreur, omission, imprécision contradictoire ou ambiguïté qu'ils pourraient déceler dans un des documents précités ou entre deux documents constituant le DCE. En conséquence, ils ne pourront ni refuser d'exécuter les prestations, objet du présent marché, ni réclamer aucune indemnité de quelque nature que ce soit à leur profit. Il appartient également aux candidats de vérifier la composition du DCE. Aucune réclamation ou prorogation du délai de remise des offres ne peut être recevable à la suite du retrait d'un dossier incomplet.

### **3.2. Modalités de retrait du dossier de consultation des entreprises**

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le DCE est dématérialisé. Il ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique électronique. Les candidats ont la possibilité de télécharger gratuitement le DCE, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis de marché via le site internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard .zip,
- Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader),
- Rich Text Format .rtf (lisibles par l'ensemble des traitements de texte : word de Microsoft, Wordperfect, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft...),
- .doc ou .xls ou .ppt (lisibles par l'ensemble MicrosoftOffice, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft...),
- Le cas échéant, le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, Free DWG Viewer d'Informative Graphics, ...).

Lors du téléchargement du DCE, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la





présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de ladite adresse électronique ou en cas de suppression de l'adresse. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

Pour tout renseignement relatif au profil d'acheteur, les guides d'utilisation peuvent être téléchargés dans la rubrique « Aide ».

Pour tout problème d'utilisation de la plate-forme (connexion, téléchargement, dépôt de plis...), le service de support peut être contacté par téléphone ou par mail aux coordonnées indiquées dans la rubrique « Aide », sous-rubrique « Assistance téléphonique » (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

### **3.3. Modification du dossier de consultation des entreprises**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard le 7 juillet 2025 des modifications au DCE. Les candidats devront alors répondre sur la base du DCE modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente sera reportée de façon équivalente.

### **3.4 Renseignements complémentaires**

Les candidats pourront poser des questions **au plus tard le 2 juillet 2025 via PLACE**, sous la référence de la consultation en cause, à l'adresse suivante, rubrique « **poser une question** » : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. **Aucune question que ce soit par courrier, par télécopie, par téléphone ou par messagerie autre que PLACE ne sera prise en compte.** Une réponse est alors adressée, par écrit via le profil d'acheteur, à toutes les entreprises ayant retiré le DCE, **au plus tard le 7 juillet 2025.**

Le candidat doit s'assurer que les messages envoyés par PLACE, notamment *nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr*, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Si la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente sera reportée de façon équivalente.

## **ARTICLE 4 - CONTENU DES PLIS**

Tous les documents, pièces et attestations remis au titre de la candidature ou de l'offre par les candidats sont établis en langue française. A défaut, ils doivent être accompagnés d'une traduction en langue française.

### **4.1. Pièces relatives à la candidature**

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature :



- Sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME de la plateforme PLACE.
- Sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2 :

**1/ Le formulaire DC1, dûment complété, valant lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants.** En cas de candidature groupée, l'ensemble des membres du groupement soumet un formulaire DC1 unique.

**2/ Le formulaire DC2, dûment complété, valant déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement.** En cas de candidature groupée, chaque membre du groupement soumet un formulaire DC2 séparément.

**3/ Les pièces définies ci-dessous permettant la vérification de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leurs capacités économique et financière, de leurs capacités techniques et professionnelles :**

*- Capacité économique et financière :*

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Le candidat pourra prouver sa capacité économique et financière par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité économique et financière.

*- Capacités techniques et professionnelles :*

- Une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

- Titre d'études et professionnels : L'équipe inclut au minimum un architecte diplômé d'État (DE), les autres étant architectes DE ou ingénieurs en génie civil, bâtiment ou urbanisme

En cas de groupement, ces éléments sont à fournir par chaque membre du groupement.

#### **4.2. Pièces relatives à l'offre**

L'offre doit être conforme aux documents constitutifs du DCE. Les documents ne peuvent être modifiés ou faire l'objet de réserves sous peine de rendre l'offre irrégulière.



Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants :

- l'**Acte d'Engagement (AE)**, dûment complété ,
  - ☐ annexe n° 1 à l'AE : **Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)**, dûment complété,
  - ☐ annexe n° 2 à l'AE : **le ou les actes spéciaux de sous-traitance**, dûment complétés, datés et signés (DC4), le cas échéant),
- le **cadre de réponse technique** dûment complété.

Le cadre de réponse technique sera rendu contractuel. À ce titre, les informations et dispositions mentionnées dans ce document engagent contractuellement le titulaire quant au respect des modalités d'exécution et des moyens mis en œuvre pour l'exécution de ses prestations.

Les renseignements indiqués dans le cadre de réponse technique doivent être liés directement à l'objet du présent marché, en répondant précisément aux différents points demandés.

## **ARTICLE 5 - APPRÉCIATION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES**

### **5.1. Appréciation des candidatures**

L'appréciation des candidatures sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique.

En application de l'article R2144-3 du Code de la commande publique, il se réserve toutefois la possibilité de procéder à l'analyse des candidatures après analyse et classement des offres.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces demandées sont absentes ou incomplètes, il peut décider d'inviter tous les candidats concernés à produire ou à compléter ces pièces dans un délai approprié et identique pour tous.

Cette phase de compléments des candidatures, si elle a lieu, sera engagée par courrier électronique via le profil d'acheteur.

Les candidatures qui ne seront pas recevables ou qui ne présenteraient pas de capacités professionnelles et techniques et/ou de capacités économiques et financières suffisantes, ne seront pas admises par le pouvoir adjudicateur.

### **5.2. Jugement des offres**



Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R.2151-1, R. 2152-2 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'acheteur retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse présentant le meilleur rapport qualité-prix.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière au sens de l'article L. 2152-2 du Code de la commande publique pourra être régularisée.

Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée.

Toutefois, dans le cas où ces offres demeurent irrégulières, celles-ci seront éliminées sans être classées.

Toute offre inacceptable ou inappropriée au sens des articles L. 2152-3 et L. 2152-4 du même code, sera systématiquement éliminée.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Conformément aux articles R. 2152-3 à R. 2153-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Les critères pondérés de jugement des offres sont :

Critères et sous-critères	Pondération (sur 100 points)
<b>Critère 1 : Qualité technique de l'offre</b> <i>Analysées sur la base du cadre de réponse technique remis par le candidat</i>	<b>40/100 points</b>
1.1 : Méthodologie de l'entreprise pour réaliser la prestation	15/40 points
1.2 : Modalités d'organisation de la prestation	15/40 points
1.3 : Equipe affectée à la réalisation des prestations (point 3 du cadre de réponse technique)	10/60 points
<b>Critère 2 : Prix de l'offre</b> <i>Analysé sur la base de la DPGF remise par les candidats</i>	<b>60/100 points</b>



### **Méthode de calcul utilisée pour la notation du critère 1 :**

L'acheteur attribuera aux offres une note selon le barème ci-dessous :

Barème	
Excellent	100% de la note
Satisfaisant	75% de la note
Moyen	50% de la note
Peu satisfaisant	25% de la note
Insatisfaisant	0% de la note

### **Méthode de notation utilisée pour la notion du critère 2 :**

La formule de calcul appliquée au montant total TTC de la DPGF sera la suivante :

**(Montant total TTC de l'offre moins-disante \* 60) / Montant total TTC de l'offre à noter**

- Le « montant total TTC de l'offre moins-disante » correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).
- Le « montant total TTC de l'offre à noter » correspond au prix de l'offre à noter.

## **ARTICLE 6 – ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

### **6.1. Vérification de la situation de l'attributaire**

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira, dans les meilleurs délais à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur, les pièces suivantes (documents à fournir par chaque cotraitant/sous-traitant) :

- Une attestation de déclarations et de paiement délivrée par l'organisme social compétent de moins de six (6) mois (sur le site de l'URSSAF [www.urssaf.fr](http://www.urssaf.fr), ou autre) ;
- Les attestations de régularité fiscale et certificats fiscaux valables au 31 décembre de l'année N-1 ou documents équivalents en cas de candidat étranger ;
- Une attestation d'assurance responsabilité civile ;
- Un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.
- En cas de groupement, le mandataire devra fournir un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.



Le candidat établi à l'étranger produit des certificats équivalents établis par les administrations et organismes du pays d'origine. Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Il est conseillé aux candidats qui ne disposeraient pas déjà de ces pièces, de se rapprocher au plus tôt des administrations et autorités compétentes.

Signature de l'acte d'engagement :

Le marché ne pourra être notifié que si l'attributaire produit dans le délai imparti l'acte d'engagement en original, daté et signé, ou au format numérique avec une signature électronique valide avec certificat.

**6.2. Mise au point**

Le pouvoir adjudicateur et l'attributaire peuvent procéder à une mise au point des composantes du marché. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent marché.

**6.3. Signature électronique des documents**

La signature électronique des offres n'est pas exigée lors de la remise de l'offre dans le cadre de cette consultation.

**6.4. Notification de la décision**

La notification aux candidats du rejet de leur offre se fera par transmission électronique par l'intermédiaire du profil d'acheteur. Les candidats doivent donc veiller à fournir une adresse email valide lors du téléchargement du DCE.

## **ARTICLE 7 - CONDITIONS DE REMISE DES PLIS**

Les conditions de remise des plis, contenant la candidature et la ou les offres, qui suivent s'imposent aux candidats.

**Les plis seront remis par voie électronique via le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Aucun envoi par télécopie ou par courriel ne sera accepté.**

Les candidats trouveront sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) un « *guide utilisateur* » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée. Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique. Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des



plis électroniques. Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme.

### **7.1. Conditions de la dématérialisation**

Les plis devront être transmis avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de consultation. Les plis parvenus après cette date et heure limites seront éliminés sans avoir été ouverts et le candidat en sera informé.

Si le candidat adresse plusieurs plis différents, seul le dernier pli reçu avant la date limite de remise des candidatures et des offres sera retenu.

#### **Présentation des dossiers et format des fichiers**

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image .jpg, .png, et .html.

Le candidat est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les .exe, .com, .scr, etc.
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ou les ActiveX, Applets, scripts, etc.
- traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat. Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence. Le candidat doit s'assurer que les messages envoyés par la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) notamment, [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr), ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

#### **En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :**

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

## **ARTICLE 8– TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES**

Les informations recueillies lors de la procédure et dans le cadre de l'exécution du marché font l'objet de traitements informatiques par le responsable de traitement du pouvoir adjudicateur. Elles sont susceptibles de contenir des données permettant l'identification de personnes privées (nom, prénom, qualité ou fonction et coordonnées professionnelles des représentants du titulaire).



Ces données ayant pour finalité d'assurer la passation et le suivi du présent marché et de permettre au pouvoir adjudicateur de s'affranchir de leurs obligations légales en matière de durée d'utilité administrative sont conservées durant toute la durée nécessaire à l'exécution du présent marché. Elles sont destinées exclusivement aux personnels du pouvoir adjudicateur et à ses éventuels prestataires.

Conformément à la loi n°78/17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement (UE) 2016/679 dit « Règlement général sur la protection des données », les personnes dont les données personnelles sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données.

Pour toute question pour l'exercice des droits, il convient d'écrire au représentant du pouvoir adjudicateur.

Les droits sont de nature individuelle et ne peuvent par conséquent être exercés que par le titulaire des données. Pour satisfaire à cette obligation, les personnes, lors de leur demande, doivent justifier de leur identité en joignant une copie d'une pièce d'identité en cours de validité.

## **Article 9 : Procédures de recours**

### **9.1 Instance chargée des procédures de recours**

Tribunal administratif de Paris  
7 rue de Jouy  
75181 PARIS (France)  
Tél : 01.44.59.44.00  
Fax : 01.44.59.46.46  
Internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

### **9.2 Organe chargé des procédures de médiation**

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Paris.

5 rue Leblanc  
75911 Paris cedex 15  
Tél : 01.82.52.42.72  
Fax : 01.82.52.42.95  
Courriel : [ccira@paris-idf.gouv.fr](mailto:ccira@paris-idf.gouv.fr)

### **9.3 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours**

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :





- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du Code de justice administrative (CJA) et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du CJA, et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Greffes du Tribunal administratif de Paris  
7 rue de Jouy  
75181 PARIS (France)  
Tél : 01.44.59.44.00  
Fax : 01.44.59.46.46  
Internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

**\*\*\* FIN DU DOCUMENT \*\*\***